LA NULLITÉ-RÉDUCTION DES CLAUSES DE NON-CONCURRENCE : PERSPECTIVES EN DROIT DU TRAVAIL

Quentin CORDIER,
Assistant à l'Université de Liège

[1] L'auteur adresse ses plus sincères remerciements au Professeur Fabienne KEFER (Université de Liège) pour l'aide apportée lors la rédaction de la présente contribution.
I. Les clauses de non-concurrence en droit commun
   A. La validité des clauses de non-concurrence et la sanction des clauses illicites
   B. L’étendue de la nullité des clauses de non-concurrence irrégulières
      1. Le rejet de la nullité-réduction en 1971
      2. Le revirement de jurisprudence en 2015
         a) L’arrêt de la Cour de cassation du 23 janvier 2015
         b) L’arrêt de la Cour de cassation du 25 juin 2015
         c) Les conditions à la nullité-réduction
            (1) La nullité partielle doit être possible
            (2) La nullité-réduction ne vaut que sauf interdiction de la loi
            (3) La réduction de la clause excessive doit correspondre à la volonté des parties

II. Les clauses de non-concurrence en droit du travail
   A. La réglementation des clauses de non-concurrence dans la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail
      1. Le régime antérieur à la loi du 3 juillet 1978
      2. La réglementation des clauses de non-concurrence sous l’empire de la loi du 3 juillet 1978
   B. L’existence d’un pouvoir de réduction des clauses pénales sanctionnant la violation d’une clause de non-concurrence
      1. La clause pénale dans les contrats de travail de représentants de commerce – l’arrêt de la Cour de cassation du 25 octobre 1999
      2. La clause pénale dans les contrats de travail d’employé et d’ouvrier – l’article 65 de la loi du 3 juillet 1978
   C. Extension du pouvoir de réduction aux clauses de non-concurrence excessives en droit du travail?

III. Conclusion

387
La présente contribution analyse deux arrêts de la Cour de cassation, tous deux rendus en 2015, qui partent sur l’étendue de la nullité des clauses de non-concurrence contraires au principe de la liberté du commerce et de l’industrie. Sont visées les clauses dont l’objet, la durée ou le champ d’application territorial est trop étendu. La Cour de cassation permet au juge de ne prononcer la nullité de telles clauses que dans la seule mesure de leur excès, à condition que cette nullité-réduction soit conforme à la volonté des parties et qu’aucune disposition légale ne s’y oppose. Il s’agit d’un revirement de jurisprudence par rapport à l’arrêt de la Cour de cassation du 3 février 1971, rendu à propos d’un contrat de travail d’ouvrier, qui avait donné un tel pouvoir au juge. Selon l’auteur, cette jurisprudence ne peut cependant pas être appliquée aux clauses de non-concurrence réglementées par la loi relative aux contrats de travail. Le ratio légis de cette réglementation impose de prononcer la nullité totale des clauses irrégulières.

Deze bijdrage analyseert twee arresten van het Hof van Cassatie, beide uit 2015, die betrekking hebben op de omvang van de nietigheid van non-concurrenctieclausules wanneer die in strijd zijn met het principe van de vrijheid van handel en nijverheid. Het gaat om concurrenciereclausules waarvan het voorwerp, de duur of het territoriaal toepassingsgebied te ruim is. Het Hof van Cassatie is van oordeel dat de bedenkmacht enkel tot de nietigheid van dergelijke clausules kan besluiten in de mate waarin zij excelseer zijn en op voorwaarde dat deze beperkte nietigheid spoort met de wil van de partijen en geen enkele wettelijke bepaling zich daartegen verzet. Daarmee gaat het Hof van Cassatie in tegen zijn eerdere standpunt zoals vervat in een arrest van 3 februari 1971, gewezen in het raam van een arbeidsovereenkomst voor arbeiders en waarbij het Hof die mogelijkheid niet erkent. Volgens de auteur kan deze rechtspraak niet worden toegestaan op niet-concurrenciereclausules die zijn geregeerd door de Arbeidsovereenkomstenwet. De ratio legis van deze laatste wet verplicht immers tot het uitspreken van de volledige nietigheid van onregelmatige clausules.
1. Les clauses de non-concurrence insérées dans un contrat de travail sont stricte-ment réglementées par la loi du 3 juillet 1978. Leur validité est soumise à de multiples conditions dont une triple limitation d'objet, de territoire et de durée. Le non-respect de ces conditions entraîne, suivant l'enseignement traditionnel – déduit d'un célèbre arrêt de la Cour de cassation du 3 février 1971 – la nullité intérieure de la clause, le juge se voyant dénier tout pouvoir de réduction de celle-ci.

Or, deux arrêts récents des 23 janvier et 25 juin 2015 de la Cour de cassation consti-tuent un revirement franc à cette jurisprudence, en ce qu'ils confèrent au juge un pouvoir de réduction des clauses de non-concurrence excessives. Tous deux rendus en droit commun, à propos de clauses de non-concurrence insérées à l'occasion d'une cession de fonds de commerce pour le premier et d'une cession d'actions pour le se-cond, ces arrêts ont été accueillis plus que favorablement par la doctrine.

Ces derniers sont, à n'en point douter, des arrêts de principe dont l'enseignement n'est pas limité aux seules clauses de non-concurrence accompagnant une conven-tion de cession de fonds de commerce ou de cession de parts sociales ni, d'ailleurs, aux seules clauses de non-concurrence.

2. La question qui se pose alors est de savoir si l'extension du pouvoir de réduc-tion du juge se propagera en droit du travail, pour la sanction des clauses de non-concurrence illicites parce que contraires aux articles 65, 86 ou 104 de la loi relative aux contrats de travail. C'est que deux arguments majeurs militent a priori pour cette extension. Premièrement, l'arrêt de la Cour de cassation du 3 février 1971 concernait une clause de non-concurrence insérée dans un contrat de travail d'ouvrier. Deuxièmement, la triple condition d'objet, géographique et temporelle à laquelle doivent répondre les clauses de non-concurrence insérées dans un contrat de travail est direc-tement issue du droit commun, fondée sur le principe de la liberté du commerce et de l'industrie et apparaît à une époque où les clauses de non-concurrence ne faisaient l'objet, en droit du travail, d'aucune réglementation spécifique.

En raison de cette parenté entre la réglementation des clauses de non-concurrence en droit commun et en droit du travail, la première partie de notre contribution sera naturellement consacrée à l'étude de la réglementation de ces clauses en droit com-mun. Dans un second temps, après un bref rappel de l'évolution de la législation appli-cable, nous déterminerons si, et dans quelle mesure, la réception, en droit du travail, de l'enseignement tiré des deux arrêts de la Cour suprême précités est concevable.

1. Les clauses de non-concurrence en droit commun

3. La réglementation des clauses de non-concurrence en droit commun est le fruit d'une construction prétorienne fondée sur le principe de la liberté du commerce et de l'industrie qu'il s'agira pour nous de détailler (A). Une fois cette base posée, nous examinerons l'étendue de la nullité des clauses de non-concurrence irrégulières (B), en commençant par la vision « classique » qui se déduit de l'arrêt de la Cour de cas-sation du 3 février 1971 et en terminant par l'étude du revirement de jurisprudence opéré par la haute juridiction.
A. La validité des clauses de non-concurrence et la sanction des clauses illicites

4. En l'absence de disposition légale spécifique, et exception faite du droit euro- péen et national de la concurrence qui excède l'objet de notre étude

La validité des clauses de non-concurrence est appréciée par la jurisprudence à l'aune du principe de la liberté du commerce et de l'industrie. Autres consacré à l'article 7 du décret dès 2-17 mars 1791 portant suppression de tous les droits d'aides, de toutes les maîtrises et juridiques, et établissement de patentes (ci-après décret d'Allarde), ce principe est désormais énoncé à l'article L.3 du Code de droit économique

La liberté contractuelle des parties qui désirent que l'une ou chacune d'elles s'engage à ne pas faire concurrence à l'autre est limitée par le droit au libre exercice d'une activité professionnelle, dont le caractère d'ordre public n'est pas contesté et a été affirmé par la Cour de cassation dans les deux arrêts qui sont à la base de notre étude

Suivant la jurisprudence constante et ancienne, ce tempérament à l'autonomie des volontés prend la forme d'une triple limitation de la clause de non-concurrence

5. La triple limitation des clauses de non-concurrence trouve son origine dans les opérations de cession de fonds de commerce et, en particulier, la garantie d'éviction dont est redevable le céderant envers le cessionnaire.

Ainsi, le commerçant qui cède son fonds de commerce - il en va de même pour les professions libérales - est tenu, en vertu des articles 1626 et suivants du Code civil, de garantir le cessionnaire contre l'effraction et, plus précisément, pour le cas qui nous occupe, de garantir le cessionnaire contre son fait personnel, dont on déduit une obligation de non-concurrence. Il s'agit d'un cas d'application de l'adage « donner et retenir ne vaut ».

En effet, le commerçant cède une universalité dont le droit d'exploiter la clientèle - l'achalandage - fait partie intégrante. Le cédant doit donc s'abstenir de poser tout acte qui aurait pour conséquence de capter la clientèle cédée avec le fonds et, partant, de priver le cessionnaire du bénéfice de celle-ci

Cette obligation de non-concurrence déduite de la garantie du fait personnel n'est pas illusoire, sous peine de quoi elle viserait le principe de la liberté du commerce et de l'industrie. Elle interdit au cédant de rétablir un commerce ayant un objet identique ou, à tout le moins, similaire à l'objet du commerce cédé. Elle ne prohbe le rétablissement d'un commerce similaire que dans le rayon ou dans le commerce cédant c'est susceptible de faire concurrence au cessionnaire. Enfin, l'obligation de non-concurrence ainsi décrite s'étend lorsque le cessionnaire a eu le temps nécessaire pour s'approprier toute la clientèle actuelle et in que telle qu'elle existait ou était espérée lors de la cession ; le cédant retrouve là sa liberté une fois que le cessionnaire a pu normalement s'attacher la clientèle

Aperçue, en geste, la triple limitation de l'objet, d'espace et temporelle qui viendra enserrer la validité des clauses de non-concurrence

6. En vue de garantir une plus grande sécurité juridique, les parties à la cession d'un fonds de commerce peuvent prendre la précaution de déterminer par arrêté l'objet de l'obligation de non-concurrence du cédant, déduite de la garantie du fait personnel. La validité de ces clauses s'exprimer de non-concurrence s'apprécie au regard d'une mise en balance entre la garantie du fait personnel énoncée à l'article...
cl 1628 du Code civil et le respect de principe de la liberté du commerce et de l'industrie. Premièrement, les parties ne sont pas libres de supprimer, voire de réduire cette obligation de non-concurrence. En effet, l'article 1628 du code prétend disposé que le vendeur reste tenu de la garantie « qui résulte d'un fait qui lui est personnel ; toute convention contraire est nulle » (12).

Deuxièmement, ces clauses de non-concurrence ne peuvent contraindre le droit au libre exercice d'une activité économique du débiteur de la clause (13). Stipulées illimitées, ces clauses violeraient l'article 8.3 du Code économique. Parant, elles se sont vu appliquer la triple limitation d'objet, d'espace et de temps dont il vient d'être question. En conséquence, la clause de non-concurrence doit viser les activités similaires à celles transférées, son champ d'application rationale loci est limité au territoire sur lequel le cédant est susceptible de faire concurrence au cessionnaire en s'attirant la clientèle cédée. Enfin, l'interdiction perdure le temps requis pour la persévérence de la clientèle par le cessionnaire (14).

7. Une controverse existe quant au caractère cumulatif des limitations dans l'espace et dans le temps. Selon une certaine doctrine à laquelle nous nous rallions, la stipulation d'une clause de non-concurrence avec un champ d'appréciation territorial rentrait, par exemple, ne visant qu'une seule ville, mais illimité quant à la durée pourrait ne pas entraver de manière disproportionnée la liberté commerciale du débiteur de la clause de non-concurrence et, de ce fait, ne pas violer le principe de la liberté du commerce et de l'industrie. Il en va de même d'une clause de non-concurrence qui ne définit pas son champ d'appréciation dans l'espace mais qui n'est valable que pour une durée (très) limitée (15).

8. On notera que cette triple limitation affectait également les clauses de non-concurrence dans les contrats de louage de travail (16). Dans ce cadre, la question du caractère cumulatif ou non des limitations dans l'espace et dans le temps se posait également avec, toutefois, selon A. MOREAU, une faveur de la jurisprudence pour le cumul : « La jurisprudence, en Belgique, considère en général comme valable une


9. Par ailleurs, il n'est pas contesté que la nullité des clauses de non-concurrence illicites vue, en général, la clause de non-concurrence seule et non la convention dans son intégralité dont elle n'est qu'une obligation péremptoire (17). Il s'agit d'une nullité partielle de la convention.

En effet, selon l'interprétation actuelle de l'article 1172 du Code civil, la nullité d'une clause n'entrainera pas automatiquement la nullité de la convention. On parle de divisibilité de la convention : lorsque la loi, pas plus que les parties, ne détermine l'étendue de la nullité, celle-ci ne concerne, en principe, que la seule clause illicite. L'Illicétitude d'une clause n'entraîne alors pas la nullité de la convention. Il en va différemment uniquement lorsque, eu égard à la volonté des parties, la disposition contractuelle illicite forme un tout indivisible avec les autres stipulations, de sorte que la convention ne peut subsidier amputée de la clause irrégulière. Le juge est tenu, en de telles occurrences, de prononcer la nullité totale de la convention (18).

B. L'étendue de la nullité des clauses de non-concurrence irrégulières

10. Tout autre est la question de savoir si le juge peut limiter, moduler, les effets de la nullité qui sanctionne inévitablement les clauses de non-concurrence contraires au principe de la liberté du commerce et de l'industrie. Il s'agirait pour le juge de ne prononcer la nullité de telles clauses que dans la seule mesure de leur illicéité (19).

Ainsi, la clause de non-concurrence stipulée pour une durée excessivement longue ou qui interdirait au débiteur d'exercer une activité similaire sur un territoire déme-

(17) A. MOREAU, Traité de la concurrence illicite, op. cit., p. 240.
(22) Ainsi, T. TANGHE évoque que la réduction « kommt immer neuer op een goedkoopheid vermindering door reduktion van het onggoeihoedigheid tot een aanvaardbaar en gunstigste niveau » (T. TANGHE, Gedeelde rechtsbepaling en vermindering van overeenkomsten, Alverv, Intensif, 2015, p. 186).
sûrement étendu se verrait annulée pour conspiration à l’ordre public dans la stricte mesure de cet excès. Dans cette acceptation de la nullité, le juge serait pourvu du pouvoir de réduction, espèce de nullité partielle, l’autorisant à réduire le droit – et non uniquement son exercice (23) – afin de ne laisser subsister qu’une clause parfaitement licite (24).

1. Le rejet de la nullité-réduction en 1971

11. Une telle conception de la nullité partielle fut rejetée par un arrêt de la Cour de cassation du 3 février 1971. Il concernait une clause de non-concurrence insérée dans un contrat de travail d’ouvrier dont la validité s’appréciait à l’aune du droit commun – la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail ne contenant, alors, aucune disposition réglementant ce type de clauses (25).

Ainsi, un ouvrier-coiffeur qui travaillait pour un établissement de coiffure situé à Bruxelles s’était vu interdire l’exercice d’une activité de coiffure dans l’agglomération bruxelloise mais aussi, notamment, liégeois, anversoise et gantoise.

Suite à l’ouverture, par l’ouvrier, d’un salon de coiffure dans la commune d’Ixelles, son ancien employeur lui réclama le paiement de l’indemnité forfaitaire prévue en cas de violation de la clause de non-concurrence. L’ancien ouvrier opposa à cette prétention la nullité de la clause en ce qu’il l’étendait géographique de celle-ci était excessivement étendue et que l’employeur n’avait pas été en mesure de faire concurrence à son ancien employeur.

Le conseil de prud’hommes d’appel de Bruxelles, tout en reconnaissant le caractère excessif du champ d’application géographique de la clause, condamna le travailleur au paiement de la clause pénale. Il jugea, en effet, que la clause de non-concurrence n’était pas moins valable dans la mesure où elle visait l’agglomération bruxelloise.


(25) L’article 243 du contrat de travail du 10 mars 1900 qui interdit la réduction d’une clause de non-concurrence dans le contrat de travail de l’ouvrier dont l’exécution n’excède pas un certain montant n’existait en vigueur que le 19 janvier 1970, soit plus de la sentence attaquée par le pourvoi et l’arrêt de la Cour suprême et il est donc négligeable par cette dernière ; Voy. infra, n° 28.

12. La sanction des clauses de non-concurrence contraires au principe de la liberté du commerce et de l’industrie consistait donc en la nullité intégrale de la clause (26). La portée de cet arrêt n’est pas circonscrite aux seules clauses de non-concurrence insérées dans les contrats de location de matériel de travail : d’autant, on l’a dit, qu’en l’absence de disposition spécifique applicable au contrat de travail d’ouvrier, le fondement retenu par la Cour de cassation pour sanctionner les clauses de non-concurrence excessives était le décret d’Arlande, certes combiné, notamment, avec l’article 1781 du Code civil qui prohibe l’engagement à vie du travailleur (27).

2. Le levier de juridiction en 2015

13. Par deux arrêts successifs rendus en 2015, la Cour de cassation est revenue sur cette jurisprudence, en ce qu’elle concernait les clauses de non-concurrence de droit commun à tout le moins.

a) L’arrêt de la Cour de cassation du 23 janvier 2015

14. L’hypothèse de ce premier arrêt concerne une cession partielle d’un fonds de commerce. (28) La convention de cession contenait une clause de non-concurrence en vertu de laquelle le cessionnaire s’engageait à ne pas faire concurrence au cédant pour les activités non cédées pendant une durée de dix-sept ans. La cour d’appel de Gand jugea excessive la durée d’efficacité de la clause et partant prononça la nullité de celle-ci.

Sur pourvoi du cédant, la Cour suprême, tout en reconnaissant le caractère d’ordre public de l’article 7 du décret d’Arlande, reprocha aux juges d’appel de ne pas avoir donné suite à la demande du cédant de limiter les effets de la nullité de la clause de non-concurrence (29).

Selon la Cour, lorsque la clause d’une convention est nulle, compris pour conspiration à l’ordre public, « il ne peut y avoir de nullité partielle, limitant la nullité, seul intérêt de la loi, à la partie de la convention ou de la clause contraire à cette disposition » (26) Cass. 3 février 1971, Pox., 1971, pp. 511 et s.


position. Le juge devra, toutefois, veiller à ce que la réduction de la clause illicite corresponde à la volonté des parties. Partant, la nullité partielle n'est pas envisageable lorsque la clause est indivisibilité.

En l'espèce, la recherche de la commune intente des parties ne posait pas de difficulté. En effet, la convention de cession de fonds de commerce prévoyait que « les dispositions qui seraient entachées de nullité ou qui ne seraient pas valables restent obligatoires pour la partie qui est légalement autorisée ». En revanche, en l'absence d'une stipulation expresse, la tâche confiée au juge d'apprécier, en se plaçant au moment de l'échange des consentements, l'intention des parties quant à la survivance d'une clause contractuelle partiellement amputée s'avèrera plus délicate.

b) L'arrêt de la Cour de cassation du 25 juin 2015

15. Dans cette deuxième affaire était en cause une clause de non-concurrence insérée dans une convention de cession d'actions d'une société anonyme. Celle-ci faisait interdiction au cédant d'exercer une activité similaire à celle de la société – dont l'intégralité des parts était cédée – sur le territoire belge et à l'étranger, sans autre précision, et pour une durée de trois ans.

Alléguant de multiples violations de la clause de non-concurrence, le cessionnaire réclamait le paiement de l indemnité forfaitaire prévue par une clause pénale. Le tribunal de commerce de Liège avait fait droit à sa demande. En appel, la cour d'appel de Liège avait conclu à l'illicéité de la clause de non-concurrence et, par conséquent, prononcé la nullité de celle-ci. Pour la juridiction liégeoise, le principe de la liberté du commerce et de l'industrie était violé en ce que la clause de non-concurrence était imprécise quant aux activités interdites et portait sur un territoire trop étendu. En outre, la cour avait refusé de réduire celle-ci au territoire sur lequel le cédant était effectivement susceptible de faire concurrence au cessionnaire.

16. Par son arrêt du 25 juin 2015, la Cour de cassation cassa l'arrêt de la cour d'appel de Liège ; elle considéra que le juge ne peut refuser de manière absolue de prononcer la nullité partielle d'une clause illicite. La Cour suprême redressa l'attitude selon laquelle le juge peut, si une partie d'une telle clause est possible, en limiter la nullité à la partie contraire à l'ordre public, pour autant que le maintien de la clause partiellement annulée réponde à l'intention des parties ».

(31) Nous soulignons.


(37) Rapport annuel 2015 de la Cour de cassation de Belgique, disponible sur http://justice.belgium.be/fr/ nouvelles/autres_commerciaux_22,

(38) R. JAFFERALI, La nullité-reduction dans le contrat, op. cit., p. 727.

(39) P.-A. FORENS et R. MERTENS, « De sanctie in de bijzondere rigide. Dit valt te betreuren, Althans bij gebrek aan een uitsluitelijk wettelijk, ik er geen reden om de contractualiteit vierder te beperken dan noodzaakelijk. Er valt dan ook voor te stellen aan het genomen recht onderwerp Dominicaleiding slechts nietig te verklaren, als men er voor zorgt het economische vrijheid te veel beperkt ».


cependant pas de soulever des difficultés d’interprétation et de provoquer une cer-
taine insécurité juridique.

(3) La réduction de la clause excessive doit correspondre à la volonté des parties

23. La Cour s’oppose à l’application de la sanction de la réduction lorsqu’une telle mesure contrariera la volonté des parties. On y voit un lien avec le concept d’indivisibilité applicable pour les nullités partielles.

24. La reconnaissance d’un pouvoir de réduction du juge fondé sur l’autonomie des volontés peut cependant paraître paradoxale alors que le principe de convention-loi qui en découle interdit, en principe, à celui-ci de modifier ou de réviser les dispositions contractuelles.

25. Toutefois, l’argumentation du principe de convention-loi ne permet pas de s’opposer à la reconnaissance d’un pouvoir de réduction. Lorsqu’une disposition contractuelle prévoit, pour reprendre les termes de P. SIMLER, un quantum illicite, la réfection, par le juge, de ce quantum dans la mesure de son illicétitude respectera, dans un certain nombre de cas, la volonté des parties. En effet, si les parties se sont accordées sur un certain quantum, leur consentement vaut également, a priori, pour toutes les ‘branches’ de ce même quantum de sorte qu’elles préféreront à la nullité intégrale de la clause, la réfection du quantum stipulé, dans la mesure de son illicétitude. C’est en ce sens que E. SWAENEPOEL, se demande si ‘il implicite un akkoord over een niet-concurrentieverbintenis gedurende acht jaar niet automatisch een akkoord van diezelfde partijen over dezelfde niet-concurrentieverbintenis gedurende een duur van drie of vijf jaar’. O.L. léer deze vraag positief te moeten worden beantwoord.‘(40) Ce raisonnement est indubitablement valable dans le chef du débiteur de la clause de non-concurrence (qui s’engage pour une durée de huit ans s’engage pour une durée de cinq ou trois ans), mais l’est-il également dans le chef du créancier de la clause ? En d’autres termes – on en revient à la question de la ‘divisibilité’ – le créancier de la clause de non-concurrence aurait-il il conclu la convention, par exemple de cession d’actions,

\(\text{cit.}\) \(\text{K.J.B.}\), 2007. p. 433 et n° 21, pour qui ‘il intention du débiteur instituant la nullité prévoit cependant sur la volonté des parties’ ; T. TANGHE, Gedweldelijke ontsluiting en verwerking van over-


(46) E. SWAENEPOEL, Contraparties juridique de de rechter uitgelicht? De bevoegdheden van de rechter in het contract benadrukken ze de ‘vliesvleugeligheidswege van beheersrecht, op. cit. p. 74 ; voir aussi F. ARGUEREAU, La réduction dans le contrat, propriété intellectuelle, n° 100, juin 2015, p. 18.

(47) E. SWAEVEL POEL, Contraparties juridique de de rechter uitgelicht? De bevoegdheden van de rechter in het contract benadrukken ze de ‘vliesvleugeligheidswege van beheersrecht, op. cit. p. 74 ; voir aussi F. ARGUEREAU, La réduction dans le contrat, propriété intellectuelle, n° 100, juin 2015, p. 18.
si le champ d’application rationnel temporel de la clause de non-concurrence n’avait été que de cinq ou trois ans ? C’est une question qu’il appartiendra au juge de trancher. En tout état de cause, la sanction de la nullité-réduction ne se concevait pas lorsque le quantum illicite a été déterminant du consentement de l’une ou des parties (48). Dans ce dernier cas, le juge devra prononcer la nullité totale de la convention ; ce résultat est logique puisque la nullité-réduction n’est qu’une espèce de nullité partielle, là où elle est impossible parce que l’obligation est indivisible on en revient à la sanction « classique » de la nullité totale.

De ce qui vient d’être dit, on peut raisonnablement conclure que l’autonomie des volontés ne fait pas obstacle à la reconnaissance de la sanction de la nullité-réduction, pas plus qu’elle ne fait obstacle à la sanction de la nullité partielle de la convention en tant que telle. Même, la nullité-réduction entraînera un déséquilibre contractuel moins important que la nullité partielle de la convention (150), on pense ici à l’incidence que pourrait avoir la suppression de la clause de non-concurrence sur le prix d’une cession d’actions par exemple (51).

26. On relèvera tout de même que, si la doctrine et la jurisprudence contemporaines s’accordent à considérer que, nonobstant la lettre de l’article 1172 du Code civil, la nullité d’une disposition contractuelle n’entraîne pas ipso facto la nullité de la convention dans son intégralité (52), conférer un pouvoir de réduction au juge consiste à franchir une étape supplémentaire qui pourrait s’accorder difficilement avec le texte de l’article 1172 précité. Sous couvert du terme réduction le juge ne se voit il pas, en réalité, nain d’un véritable pouvoir de révision du contrat (53).

L’arrêt de la Cour de cassation du 25 juin 2015 permet d’apercevoir le caractère parfois artificiel du pouvoir de réduction entendu comme réaction au sein de la clause par analogie à la nullité d’une clause illicite au sein d’une convention qui survivrait, car divisible. En effet, la Cour, par cet arrêt, autorise le juge à réécrire une clause de non-concurrence stipulée sans limitation géographique, en lui en ajoutant une, celu icelle a l’apparence d’une simple réduction du champ territorial.

Certes, matériellement, l’intervention du juge a pour conséquence que le champ d’application territorial de la clause de non-concurrence, autrefois universel, sera désormais restreint à un certain territoire mais, intellectuellement, ce résultat ne pourra être obtenu sans une modification de la stipulation contractuelle, elle-même, par l’adjonction d’une limitation géographique qui faisait défaut et qu’il appartiendra au juge de déterminer.

Cet argument ne remet pas en cause le concept même de nullité-réduction, mais requiert, nous semble-t-il, une approche circonscrite du juge lorsqu’il recourt à cette sanction.

II. Les clauses de non-concurrence en droit du travail

27. Dès lors que la Cour de cassation admet désormais la nullité-réduction comme sanction des clauses de non-concurrence ‘de droit commun’ irrégulières, une question se fait pressante, celle de savoir si cette jurisprudence vaut, par analogie, pour les clauses de non-concurrence insérées dans un contrat de travail. L’examen de cette question se décomposera en trois temps. D’abord, nous étudierons l’évolution de la réglementation des clauses de non-concurrence en droit du travail (A). Ensuite, nous montrerons que les juges disposent déjà, en droit du travail, d’un pouvoir de réduction des clauses pénales sanctionnant la méconnaissance d’une obligation de non-concurrence (B). Enfin, nous déterminerons si et dans quelle mesure la sanction de la nullité-réduction peut être appliquée aux clauses de non-concurrence elles-mêmes (C).

A. La réglementation des clauses de non-concurrence dans la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail

1. Le régime antérieur à la loi du 3 juillet 1978

28. On distingue trois périodes dans l’appréhension des clauses de non-concurrence par le droit du travail. On note que le passage d’une période à l’autre ne s’est pas opéré au même moment selon que le travailleur était un ouvrier, un employé ou un représentant de commerce.

Dans un premier temps, le droit du travail ne contenait aucune disposition réglant le sort des clauses de non-concurrence insérées dans un contrat de louage de travail. La validité de celles-ci s’appréciait au regard du seul droit commun et, en particulier, du décret d’Allard.

Dans un second temps, le législateur intervit pour interdire la stipulation d’une clause de non-concurrence dans un contrat de travail lorsque la rémunération annuelle du travailleur n’excédait pas un certain montant (55).


(52) En vertu du ce dernier, « toute condn de une chose impossible, ou contraire aux bonnes mœurs, ou prohibée par la loi, est nulle, et rend nulle la convention qui en dépend », le terme « condition » était à entendre largement.


(54) En l’espèce, C. Cauflman note, à propos de la nullité partielle, que « [o]n dernier type de modification de la nullité doit être étudié de très près parce que la ligne de démarcation n’est pas claire entre la nullité partielle et le remplacement d’une clause », C. Cauflman, op. cit., R.C.J.B., 2007, p. 431.
Enfin, dans un troisième temps, le législateur, tout en maintenant le régime de prohition des clauses de non-concurrence en fonction de la rémunération annuelle du travailleur, détermine les conditions de validité de ces clauses pour les travailleurs dont la rémunération excède le plafond légal (16).

2. La réglementation des clauses de non-concurrence sous l'empire de la loi du 3 juillet 1978

29. La loi du 3 juillet 1978 subordonne la validité des clauses de non-concurrence au respect des conditions cumulatives qui diffèrent selon que le travailleur est un ouvrier, un employé ou un représentant de commerce. La validité d'une clause de non-concurrence dépend de la rémunération du travailleur. La clause de non-concurrence est réputée inexistante si la rémunération n'excède pas 16 100 euros. Pour les ouvriers et les employés, lorsque la rémunération est comprise entre 16 100 euros et 32 200 euros (17), la validité de la clause de non-concurrence est subordonnée à l'existence d'une convention collective de travail qui permet la stipulation de celle-ci. Au-delà de ce dernier montant, la stipulation d'une clause de non-concurrence est autorisée, sauf interdiction par une convention collective de travail (18). La rémunération à prendre en considération est celle dont bénéficie le travailleur au moment de la cessation du contrat de travail.

En outre, ces clauses doivent respecter la triple limitation dans l'espace, dans le temps et d'objet (19), dont il a été précédemment question. Ces trois conditions sont cumulatives. En ce qui concerne les employés et les ouvriers, la portée géographique de la clause de non-concurrence est limitée au territoire national. Tant pour les ouvriers, les employés que les représentants de commerce, la période d'efficacité de la clause ne peut être supérieure à douze mois. Il est toutefois permis, pour certains employés de certaines entreprises, de déroger, par convention collective ou individuelle, aux deux plafonds qui viennent d'être énoncés ; on vise la clause dérogatoire de non-concurrence (20).

cordonnées le 20 juillet 1955, à partir de janvier 1970, la loi du 10 mars 1900 énonça une interdiction des clauses de non-concurrence pour les ouvriers dont la rémunération ne dépasse pas un certain montant (art. 18, al. 2, de la loi du 21 novembre 1969) modifiant la législation sur les contrats de louage de travail (1), M.L., 1er janvier 1970.


(17) Au 1er janvier 2016 les montants équivalents, respectivement, à 33 271 euros et 66 441 euros.

(18) Art. 65, § 2, al. 1 à 4, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.


L'employeur qui ne renonce pas au bénéfice de la clause de non-concurrence dans un délai de quinze jours à partir du moment de la cessation du contrat de travail est redevable à l'ouvrier ou à l'employé d'une indemnité forfaitaire équivalant au minimum à la moitié de la rémunération brute de l'ouvrier ou de l'employé correspondant à la période d'application effective de la clause.

La clause de non-concurrence doit, à peine de nullité, être constatée par écrit (21). Elle ne sort pas ses effets en cas de cessation du contrat de travail au cours des six premiers mois de celui-ci, en cas de licenciement sans motif grave ou en cas de démission pour motif grave (22). Concernant la clause dérogatoire de non-concurrence, elle ne sort pas ses effets s'il est mis fin au contrat de travail par l'employé pour motif grave (23).

En cas de violation de la clause de non-concurrence, employés et ouvriers remboursent à leur ex-employeur l'indemnité de non-concurrence dont il vient d'être question. En outre, ils payent une somme équivalente au titre de clause pénale (24). Le représentant de commerce, quant à lui, est redevable du montant déterminé par une clause pénale d'indemnité forfaitaire qui ne peut être supérieur à trois mois de rémunération (25). Dans tous les cas, l'employeur peut réclamer un montant plus important, à charge pour lui de démontrer l'existence et l'étendue de son préjudice (26).

B. L'existence d'un pouvoir de réduction des clauses pénales sanctionnant la violation d'une clause de non-concurrence

1. La clause pénale dans les contrats de travail de représentants de commerce – l'arrêt de la Cour de cassation du 25 octobre 1999

30. La question de la sanction à réserver aux clauses pénales exceptives sanctionnant la violation, par un représentant de commerce, d'une clause de non-concurrence sera l'occasion d'une première inflexion à l'arrêt de la Cour de cassation du 3 février 1971, déjà évoqué (27).

Les parties avaient inséré une clause de non-concurrence – dont la validité intrinsèque n'était pas contestée – couple à une clause pénale d'indemnité forfaitaire correspondant à trois mois de rémunération par infraction constatée.

La contestation se focalisa sur l'indemnité forfaitaire stipulée par les parties. Le caractère excessif de celle-ci ne faisait pas de difficulté. Par contre, les parties s'opposaient sur le remède à apporter à cet excès ; le travailleur soutenait que la clause fixant l'in-

(21) Art. 65, § 2, al. 8, et art. 104, al. 4, de la loi du 3 juillet 1978.


(24) Le juge peut, à la demande du travailleur, réduire le montant de la clause pénale en tenant compte, notamment, du dommage causé et de la période pendant laquelle la clause a été respectée, nous y reviendrons, voy. infra, n° 34.


(27) Voy. supra, n° 11.
nelle relativement à la durée de la période d'essai – situation qui découle de la nullité dont il vient d'être question –, le juge applique la loi qui paille l'absence de précision des parties quant à la durée de la période d'essai et, en conséquence, fixe celle-ci au minimum légal.

La Cour de cassation ne juge pas autrement lorsqu'elle énonce que « l'illégalité de la durée de la période d'essai n'entraîne cependant pas la nullité de la clause tout entière, la situation résultant de cette illégalité étant équivalente à celle produite par l'absence de précision quant à la durée de la clause d'essai ; que dans ce cas la période d'essai est d'un mois, en vertu de l'alinéa 2 du § 2 de l'article 3 des lois coordonnées relatives au contrat d'emploi » (72). On parlera plus de nullité-substitution que de nullité-réduction (73).

En ce sens, on notera que lorsqu'à l'inverse, les parties ont stipulé une période d'essai inférieure au minimum légal, la durée fixée est frappée de nullité et, à nouveau, la loi suppléante à l'absence de précision quant à la durée de la clause d'essai, ceci-ci est fixée à sept jours pour les ouvriers et un mois pour les employés. (74) Un point de vue « mathématique », la nullité-substitution entraîne donc, cette fois, un accroissement de la période d'essai (75).

33. L'arrêt du 25 octobre 1999 fait suite – mais s'en écarte – à une jurisprudence maîtresse (76) selon laquelle les clauses pénales irrégulières, parce que comminatoires, doivent être déclarées nulles dans leur intégralité et non pas dans la seule mesure de leur excès, déniant tout pouvoir de réduction au juge (77).

Il ressort des travaux préparatoires que, concernant la clause pénale, la volonté du législateur était double. Premièrement, il s'agissait de consacrer la jurisprudence de la Cour de cassation selon laquelle la clause pénale ne peut avoir d'effet comminatoire. Deuxièmement, le législateur tenait à amender le Code civil afin d'octroyer au juge un pouvoir de réduction des clauses pénales excessives, tout en reconnaissant qu'un tel pouvoir ne pouvait, jusqu'alors, se déduire du texte dudit code (79). En particulier, le législateur abrogea l'article 1152 du Code civil, lequel disposait : « Lorsque la convention porte que celui qui manque de l'exécuter payera une certaine somme à titre de dommages-intérêts, il ne peut être alloué à l'autre partie une somme plus forte ni moindre » pour ne conserver que l'article 1231 du même code qui consacre désormais le pouvoir de réduction du juge (80).

Il n'est pas inconcevable que la décision de la Cour de cassation ait été peu ou prou influencée, ne serait-ce qu'en partie, par cette réforme législative (81).

2. La clause pénale dans les contrats de travail d'employé et d'ouvrier – l'article 65 de la loi du 3 juillet 1978

34. Le montant de l'indemnité de non-concurrence devra, dans tous les cas de violation de la clause, être intégralement remboursé par le travailleur. Par contre, le montant de la clause pénale pourrait être considéré comme déraisonnable.

Il est alors permis au juge de réduire le montant de la clause pénale pour lui conserver un caractère indemnitaire. Ce pouvoir de réduction n'est pas à déduire de l'arrêt de la Cour de cassation du 25 octobre 1999 mais découle du texte même de l'article 65 de la loi du 3 juillet 1978 (82).

35. La question de l'extension du pouvoir de réduction aux clauses de non-concurrence excessives en droit du travail ?

35.1. La question de l'extension du pouvoir de réduction aux clauses de non-concurrence excessives en droit du travail a été abordée dans le cadre de l'interprétation de l'article 65 de la loi du 3 juillet 1978, mais n'a été abordée qu'en cas d'existence de stipulations de nature à être qualifiées de non-concurrence (83).

35.2. La question de l'extension du pouvoir de réduction aux clauses de non-concurrence excessives en droit du travail a été abordée dans le cadre de l'interprétation de l'article 65 de la loi du 3 juillet 1978, mais n'a été abordée qu'en cas d'existence de stipulations de nature à être qualifiées de non-concurrence (84).

Par contre, la nouvelle jurisprudence de la Cour suprême infuse potentiellement le sort à réserver aux clauses de non-concurrence dont l'objet, la durée ou le champ d'application dans l'espace est excessif ; c'est d'ailleurs sur le non-respect de ces conditions que se fondaient les litiges qui ont donné lieu aux deux arrêts commentés.

Cette constatation plaide, d'ailleurs, a priori, pour la transposition de l'enseignement des arrêts précités en droit du travail, d'autant plus que la définition juridiprudentielle et doctrinale de la triple limitation des clauses de non-concurrence en droit com- mun est relativement identique à celle donnée par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

36. C'est en vain qu'on opposerait à cette extension l'impraticité de la loi du 3 juillet 1978 précitée. Ce serait faire fi de ce que le principe de la liberté du commerce et de l'industrie qui sont fondement à la triple limitation des clauses de non-concurrence est d'ordre public, ce qui n'a pas encore été précisé les deux arrêts de la Cour de cassation des 23 janvier et 25 juin 2010 (85).

37. Une objection plus intéressante est celle qui se fonde sur l'existence d'une disposition légale déterminant les conditions de validité des clauses de non-concurrence

(79) Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne la clause pénale et les intérêts moratoires, Doc. parl. Chambre, 1997-1998, n° db n° 14/17, voir, p. 1, (chap. 43), où, le juge ne peut que prononcer la nullité d'une clause pénale excessive, ce qui pèse toutes les parties contractantes dans l'incertitude. En outre, la mesure n'est pas proportionnée à l'objectif poursuivi, qui est d'éviter les clauses pénales excessives.
(80) Art. 1152 du Code civil lequel n'était rédigé avant son abrogation par l'article 5 de la loi du 23 novembre 1999 modifiant le Code civil en ce qui concerne la clause pénale et les intérêts moratoires, MJB, 13 janvier 1999 ; voir C. BOJET-MATRELLI, op. cit., p. 710.
(81) Comp. T. TANGHE, Gedeeld schuldig onverstandigen en onverstandigen zijn nijwelfig voor zowel zij en zijrechtszoon, in het krant en op verzoek in de media, ”Le temps” et le renard des articles. Une belle interprétation n’est toutefois pas comprise dans le version française de l'article 6 précisée qui s’entend comme suit : "Toute stipulation contraire aux dispositions de la pré- sente loi et de ses annuités d'exercice est nulle pour autant qu'elle vise à renforcer les droits des travailleurs ou à aggraver leurs obligations.
(82) Art. 65, 2. al. 10, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.
(84) On notera que la différence du droit communs, la loi du 3 juillet 1978 permet au juge de réduire la clause pénale excessive au dommage effectivement subi et non au dommage prévisible.
Il n'en demeure pas moins que la rédaction par le législateur des conditions de validité des clauses de non-concurrence inérodables dans un contrat de travail d'ouvrier ou d'employé quels qu'ils soient de la validité de toute clause de non-concurrence est subordonnée à la prétention d'objectif de la loi ou, à tout le moins, l'intention du législateur doit primer la volonté des parties qui n'interviennent alors que dans un second temps pour déterminer le caractère déontique ou non de la clause.

A. VAN DEVELLEN relève à cet égard que « pleiten een toenemend aantal auteurs ervoor om het subjectieve criterium van de wil van de partijen te laten varen, wanneer het doel van het wetboek de rechtszekerheid zich daarentegen verzetten, in het bijzonder wanneer de nuijsheid voorloopt uit de schending van een wetsbepaling van dwingend recht die tot doel heeft een economische zwakkere te beschermen, zoals de Arbeidsvoorovereenkomsten, de regelen betreffende onrechtmatige bedrijven in de Handelspraktijkenwet en de Anti-discriminatiewetten. In dergelijke gevallen zou de bedoeling van de wetgever worden misleid als het van de wil van de partijen afhankelijk zou worden gemaakt van een nietige clause in een overeenkomst al of niet de hele overeenkomst nietig maakt, omdat zodoende de economische zwakkere partij nog in een minder gunstige positie zou kunnen geraken ».

Or, le législateur, par le rouleau de l'article 65, mais aussi 86 et 104 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, poursuit un objectif de protection du travailleur, considéré comme une partie faible, digne d'intérêt. Dans cette optique, son

39. Enfin, on relèvera un argument souvent opposé à la nullité réduction qui, en droit du travail, peut être mis en lien avec l'intention du législateur : l'absence d'effet dissuasif de la sanction de la réduction. L'employeur n'est pas encouragé à éviter l'insertion de clauses irrégulières puisque le seul « risque » qu'il prend est de voir sa


(88) Art. 9, c. al. 5, et art. 104, al. 5, de la loi du 3 juillet 1978.


clause réduite, par le juge, dans les limites de l'ilicité. En ce sens, J. CLAEYS considère à propos de la sanction de réduction que « dit titulatario lucit nicht steeds wenselijk, omdat een contractant dan niet wordt aangespoord om bedrijven binnen de grenzen van jet aanvaardbare te houden. Wanneer een geval voor de rechter wordt gebracht (vooroor dit on gebeurd), dan loopt de contractant immers enkel het gevaar dat het beding door de rechter tot het toelaatbare wordt gebracht » (supra, infra). J. MOULY, qui commente un arrêt de la chambre sociale de la Cour de cassation de France — qui pourrait constituer un revirement par rapport à la jurisprudence selon laquelle les clauses de non-concurrence excessives peuvent être réduites (supra), constate que la faveur donnée à la nullité partielle (supra) s'accorde mal avec le principe de liberté professionnelle du travailleur dès lors que ces sanctions « ne dissuadent pas, en effet, l'employeur de stipuler des clauses de non-concurrence étendues puisque de toute façon, dans le pire des cas, elles ne seront que réduites ».

40. On notera, à titre de comparaison, qu'en droit de la consommation - branche du droit aussi empreinte d'un objectif de protection d'une partie faible - la nullité intégrale de la clause est préférée à la nullité-réduction jugée moins protectrice et, justement, non dissuasive par la Cour de justice de l'Union européenne (supra). Ainsi, dans son arrêt du 14 juin 2012, la Cour a jugé, sur la base de l'article 6 de la directive 93/13/CEE, que les juges sont tenus « uniquement d'écarter l'application d'une clau-se contractuelle abusive afin qu'elle ne produise pas d'effets contraignants à l'égard du consommateur, sans qu'ils soient habilités à réviser le contenu de celle-ci. En ef-fet, ce contrat doit subsister, en principe, sans aucune autre modification que celle résultant de la suppression des clauses abusives, dans la mesure où, conformément aux règles du droit interne, une telle persistance du contrat est juridiquement pos-sible ».

Cette solution n'est cependant pas applicable aux clauses de non-concurrence irrégulières en droit du travail. Le clause de non-concurrence doit être limitée quant à son objet, à sa portée géographique et quant à son champ d'application s'ajoutant aux autres. Cette triple limitation constitue une condition de validité de la clause de non-concurren-ce, prescrite à peine de nullité. Assis logiquement, le législateur n'a donc pas prévu de régime supplémentaire pour pallier l'absence de précision des parties. La situation est différente de celle observée précédemment pour les clauses d'essai où le législateur précisait, à titre supplémentaire, la durée de l'essai.

41. On terminera ces considérations en évoquant brièvement le sort des clauses de concurrence loyale. L'objet de ces clauses est de préciser contractuellement l'étendue de l'interdiction faite au travailleur par l'article 17 de la loi du 3 juillet 1978 de se fixer ou de cooperer à tout acte de concurrence déloyale, alors que le contrat de travail est en cours et ce, même en dehors des heures de travail. Les parties ne peuvent cependant pas étendre la portée de cette interdiction au-delà de ce que prévoit l'article 17, sous peine de violer l'article 6 de la même loi qui sanctionne de nullité les clauses qui restreignent les droits ou aggravan les obligations des travailleurs.

Dans cette hypothèse, le juge dispose-t-il d'un pouvoir de réduction de cette clause ? L'élément qui nous a conduit à ne pas reconnaître un tel pouvoir pour les clauses de non-concurrence réglementées est l'existence de conditions de validité strictes pour la stipulation de ces clauses. Il n'y a rien de tel en ce qui concerne les clauses de concurrence loyale de tante que rien ne s'oppose, selon nous, à la transposition de la jurisprudence de 2015 (supra).

Toutefois, l'intérêt pratique de la question est limité étant donné que la nullité intégrale de la clause de concurrence loyale irrégulière ne préjudicie en rien de l'application de l'article 17. La sanction consiste donc en la nullité-substitution de la clause de concurrence loyale.
III. Conclusion

42. Il n'y a pas de différence de nature entre la nullité partielle et la nullité-réduction : on l'a dit, la nullité-réduction d'une clause est une espèce de nullité partielle. Tout au plus y a-t-il une différence de degré entre la nullité d'une clause au sein du contrat et la réaction d'une partie d'une clausule. Il n'y a donc, à priori, pas de raison de rejetter la nullité-réduction dès lors que notre ordre juridique connaît de la nullité partielle.

43. Toutefois, deux considérations évoquées dans la présente contribution nous semblent nécessiter une approche prudente de la systématisation de la sanction de la nullité-réduction chaque fois que l'illicéité concerne un élément quantifiable excessif.

Tout d'abord, il n'est pas aisément de distinguer la nullité-réduction – conforme au principe de convention-loi – du pouvoir de révision du contrat par le juge qui ne nous semble pas devoir être admis. Ainsi, là où la nullité consiste en un retraitement, un découpage, la nullité-réduction peut aboutir à un ajout. Tel serait le cas d'une clause de non-concurrence stipulée sans limitation géographique. La sanction de la nullité-réduction de cette clause reviendrait au juge qui détermine le champ d'application ratione loci de la clause. Ce faisant, le juge crée une limitation géographique qui faisait défaut.

Mais surtout, il nous semble qu'il existe des hypothèses où l'objectif du législateur est mieux servi par la nullité intégrale de la clause que par sa réduction. On pense essentiellement aux dispositions légales dont l'objet est de protéger une partie faible tel le droit de la consommation, mais aussi, dans une large mesure, le droit du travail. On y aperçoit deux défauts de la sanction de la nullité-réduction : l'absence d'effet dissuasif et le maintien de la partie faible dans l'incertitude tant qu'à l'existence de la clause (en partie) illicite que quant à l'étendue de son obligation. Certes, ces deux inconvénients ne sont pas propres aux dispositions protectrices des parties faibles mais ils y sont, nous semble-t-il, moins justifiables eu égard, justement, à l'objectif de protection du législateur.

En bref, loin de plaidoir pour le rejet de la nullité-réduction en général qui peut s'avérer salvatrice pour les parties et plus proportionnée que la nullité intégrale de la clause, il nous semble qu'on doive recourir à cette sanction avec circonspection en n'omettant pas de rechercher, au-delà de la volonté des parties, l'objectif du législateur et, le cas échéant, selon les circonstances, lui préférer la nullité intégrale de la clause.

De ces énonciations, nous pensons que si les termes généraux employés par la Cour de cassation dans ses deux arrêts invitent à l'extension du pouvoir de réduction au-delà de seules clauses de non-concurrence de droit commun, la nôto légis de la loi relative aux contrats de travail s'oppose à une telle réception pour ce qui concerne, à tout le moins, la sanction des clauses de non-concurrence illicites.